

# CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

**Dépose, fourniture et pose de portes coupe-feu sur le site du  
CMIR de Lyon-Bron de Météo-France**

**Marché n° 2513i0119**

Vos interlocuteurs Météo-France :  
Direction des achats publics  
73, avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé Cedex

# Table des matières

Cahier des clauses particulières.....	4
1. Objet du marché public.....	4
2. Documents contractuels.....	4
3. Décomposition du marché public.....	4
4. Procédure de passation et Forme du marché public.....	4
5. Durée du marché public.....	4
6. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	5
7. Montant du marché public.....	5
8. Notification des informations et des décisions.....	5
9. Définition du besoin.....	5
10. Variantes.....	5
11. Modalités d'exécution des prestations.....	5
11.1. Dépose, Livraison et Pose.....	5
11.2. Délais.....	6
11.3. En cas de groupement d'opérateurs économiques.....	6
11.4. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	6
11.5. Gestion des emballages.....	6
12. Obligations du titulaire.....	6
12.1. Assurances.....	6
12.2. Insertion sociale.....	6
12.3. Obligations environnementales du titulaire.....	6
12.4. Accès réglementé aux locaux.....	7
12.5. Secret professionnel.....	7
12.6. Transfert des données.....	7
12.7. Information et conseil.....	7
13. Constatation de l'exécution des prestations.....	7
14. Garantie.....	7
15. Personnes désignées pour l'exécution des prestations.....	8
16. Protection des données personnelles.....	8
17. Établissement des prix.....	9
17.1. Définition.....	9
17.2. Modalités applicables en cas de titulaire étranger.....	9
18. Paiements.....	9
18.1. Avance.....	9
18.2. Modalités de paiement.....	9
18.3. Intérêts moratoires.....	10
18.4. Établissement des factures.....	10
19. Cession ou nantissement des créances.....	10
20. Pièces et attestations à fournir.....	11
20.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	11
20.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	11
20.3. Liste nominative du personnel étranger.....	11
20.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	11
21. Pénalités.....	12
21.1. Pénalités pour retard.....	12
21.2. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale.....	12
21.3. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale.....	12
21.4. Pénalité pour absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets.....	12
22. Résiliation.....	12
23. Litiges et attribution de juridiction.....	13
24. Dérogations.....	13
25. ANNEXE 1.....	13



# Cahier des clauses particulières

---

## 1. Objet du marché public

L'objet du marché concerne les prestations de remplacement de portes (5 portes coupe-feu et 3 portes pare-flammes) avec fourniture et pose sur le site de Lyon-Bron de Météo-France.

## 2. Documents contractuels

Le présent marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement et son annexe financière dûment signé, dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

2. le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses deux annexes dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

3. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de FCS (CCAG FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;

5. le mémoire technique du titulaire, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;

6. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

## 3. Décomposition du marché public

Le marché public n'est pas décomposé en lots.

## 4. Procédure de passation et Forme du marché public

Le marché public est établi en application du code de la commande publique.

La procédure mise en œuvre est une procédure adaptée en application des articles R. 2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique.

- Forme du marché :

Les prestations pour la fourniture et pose des portes coupe-feu n°2,3,4 et 5 (voir annexe1 et 2 du présent CCP) sont passées sous la forme d'un marché ordinaire.

Les prestations pour la fourniture et pose de la porte coupe feu n°7 et les portes pare-flammes n°1, 6 et 8 sont passées sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des articles des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

## 5. Durée du marché public

Le marché public prend effet le **1<sup>er</sup> juillet 2025** ou à sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Il est passé pour une durée de quatre (4) mois à compter de sa prise d'effet.

Son terme est le 1<sup>er</sup> novembre 2025 sauf en cas d'imprévu ou d'aléas indépendant du fabricant ou du titulaire (rupture d'approvisionnement de pièces ou matériel par exemple).

## 6. Démarrage des prestations et délais de réalisation

Les prestations commencent à s'exécuter à compter de la date de prise d'effet du marché public.

Par dérogation aux stipulations de l'article 13.2.4 du CCAG FCS applicable, les bons de commandes peuvent être passés durant la période de validité du marché public et s'exécuter au-delà de la date de fin de validité du marché public, sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de trois mois cette date de fin de validité

Des représentants de Météo-France et du titulaire se réunissent peu de temps après la notification, sans surcoût, pour préciser certaines modalités de mise en œuvre.

## 7. Montant du marché public

Le montant maximal est de 37500 € HT pour l'ensemble du marché public, périodes de reconduction comprises.

Les quantités minimales des prestations susceptibles d'être commandées par bon de commande durant la validité du marché public, éventuelles périodes de reconduction comprises, concerne la porte coupe feu n°7 (voir annexes 1 et 2 du présent CCP)

## 8. Notification des informations et des décisions

Par dérogation aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG applicable, la notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée par courriel. Le destinataire accuse réception des courriels adressés par Météo-France en précisant la date et l'heure de leur réception. Cette date et cette heure font courir les délais applicables prévus par le marché public. En l'absence de réception par Météo-France d'un accusé de réception dans un délai de huit jours à compter de leur envoi au titulaire, les informations et décisions adressées par courriel sont réputées réceptionnées par le titulaire et notifiées à la date et à l'heure de leur envoi.

## 9. Définition du besoin

Les besoins de Météo-France et les prestations attendues sont détaillés dans le cahier des clauses particulières et ses deux annexes.

## 10. Variantes

Sans objet

## 11. Modalités d'exécution des prestations

### 11.1. Dépose, Livraison et Pose

Les portes existantes (annexe 2 des prestations) sont déposées et enlevées du site aux frais du titulaire qui se charge de leur recyclage.

- Les portes coupe-feu (annexe 1 et 2 des prestations) sont livrées sur le site de Lyon Bron de Météo-France aux frais du titulaire qui se charge d'exécuter, le jour même, le début de prestations de pose (voir schéma annexe 2)

## 11.2. Délais

Le titulaire détaille dans son offre le calendrier des opérations (dépose, fabrication, livraison et pose) envisagés dans le respect de la réglementation et du présent cahier des charges.

## 11.3. En cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire peut prévoir dans son mémoire technique que les éventuels bons de commande et les ordres de service sont adressés par Météo-France, par dérogation aux articles 3.7.4 et 3.8.4 du CCAG applicable, aux membres du groupement qui ont alors qualité pour formuler des observations. Il peut également prévoir dans son mémoire technique que les demandes de paiements sont présentées, par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG FCS applicable, par les membres du groupement, lesquels sont alors habilités à formuler ou transmettre des réclamations par dérogation à l'article 12.1.4 du CCAG FCS applicable.

## 11.4. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire se conforme aux textes relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail conformément à l'article 6.1 du CCAG./FCS.

## 11.5. Gestion des emballages

Les emballages et les déchets restent la propriété du titulaire qui est donc responsable de leur collecte.

# 12. Obligations du titulaire

## 12.1. Assurances

Le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 9 du CCAG/FCS applicable.

## 12.2. Insertion sociale

L'entreprise favorise et encourage la diversité dans les équipes dédiées au présent marché (égalité homme-femme ou inclusion) et en fait la preuve lors de sa candidature (CV par exemple).

## 12.3. Obligations environnementales du titulaire

Dans l'exécution du marché, le titulaire met tout en place pour se conformer aux obligations environnementales de l'article 16.2 du CCAG/FCS.

Le titulaire favorise, entre autres, sur l'ensemble du cycle de vie des produits :

- la réduction des prélèvements des ressources ;
- la composition des produits et notamment leur caractère écologique / polluant / toxique ;
- les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

Le titulaire respecte les exigences de l'article 20.2 du CCAG/FCS applicable quant à la gestion des emballages.

## 12.4. Accès réglementé aux locaux

L'accès au site est soumis à une autorisation préalable nominative délivrée par Météo-France.

Un badge d'accès et une clé sont remis à la société qui en assurera la garde et sur la durée du marché.

La société doit justifier de la délivrance de la carte et de la clé à ses agents sur simple demande de Météo-France.

Le titulaire du marché doit satisfaire à toutes les obligations réglementaires de sécurité et de discrétion en vigueur à Météo-France au moment de la réalisation des prestations.

## 12.5. Secret professionnel

Le titulaire observe le secret professionnel. À ce titre, il est astreint à une stricte obligation de confidentialité. Cette obligation demeure après le terme du marché public.

Ce secret s'étend notamment aux échanges auxquels le titulaire assiste ou participe, aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances échangées ainsi qu'à tous les documents préparés au cours de l'exécution du marché public. Ce secret couvre également les affaires, documents, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire.

Les documents, renseignements, ou de façon plus générale, toutes les informations obtenues dans le cadre du marché public sont couverts par l'application du secret professionnel et ne peuvent être communiqués à des tiers. Cette restriction est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

## 12.6. Transfert des données

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

## 12.7. Information et conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

# 13. Constatation de l'exécution des prestations

Les modalités de constatation de l'exécution des prestations stipulées au chapitre 5 du CCAG s'appliquent.

### 13.1. Généralités

Le contrôle a pour but de vérifier que toutes les prestations ont été correctement effectuées, en fonction de la qualité, de la fréquence et de la conformité demandées dans le cahier des clauses techniques particulières.

### 13.2. Contrôle

A cet effet, des contrôles seront effectués par le directeur interrégional Centre-Est ou ses représentants en présence de l'agent responsable du site. Ce contrôle contradictoire donnera lieu à des observations qui pourront être consignées sur un procès-verbal (PV). En cas d'absence de l'agent responsable lors d'un de ces contrôles, Météo-France procédera à un contrôle unilatéral, sans que le titulaire du marché ne puisse se prévaloir d'une absence de procédure.

## 14. Garantie

Le titulaire garantit la conformité des prestations aux stipulations du marché pendant une durée minimale de un an en application de l'article 33 du CCAG/FCS.

## 15. Personnes désignées pour l'exécution des prestations

L'ordonnateur des dépenses de la direction interrégionale Centre-Est est la Présidente-directrice générale de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Direction générale  
73, avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est le directeur prescripteur de la DIRCE ou son représentant responsable du service SUPPORT. Il est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Direction interrégionale centre-est  
17 avenue Louis Mouillard  
69500 Bron aéroport

Le correspondant technique de Météo France est le responsable de division support de la direction interrégionale centre-est ou son représentant.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le directeur financier de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Direction financière  
73, avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est l'agent comptable concerné principal de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Agence comptable principale  
73 avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé Cedex

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 20 du présent cahier des clauses particulières).

Les délais de trente jours prévus par l'article 3.4.3 et par le o) de l'article 41.1 du CCAG FCS applicable sont ramenés à huit jours.

## 16. Protection des données personnelles

Pour l'exécution du présent marché public le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, qui comprend en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre



circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Il se conforme à l'article 5.2 du CCAG applicable.

## 17. Établissement des prix

### 17.1. Définition

Les prix sont fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement du marché public. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance. Les prix sont forfaitaires et fermes.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG FCS applicable, les prix à payer pour les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande sont ceux applicables à l'annexe financière de l'acte d'engagement du marché public, dans la limite de trois mois entre la date du bon de commandement et le dépôt de l'offre financière du titulaire.

Dans le cas contraire, les prix à payer pour les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande sont ceux applicables à la date de la commande.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes. La taxe appliquée est la TVA au taux de 20 %.

Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

### 17.2. Modalités applicables en cas de titulaire étranger

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français.

## 18. Paiements

### 18.1. Avance

L'option B du CCAG s'applique.

Sous réserve de la non-renonciation par celui-ci, une avance de 30% est consentie au titulaire. Ce taux s'applique au montant initial toutes taxes comprises du marché. Si la durée du marché est supérieure à douze mois, ce taux s'applique à une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché ou du bon de commande.

### 18.2. Modalités de paiement

Les prestations sont payées à terme échu après leur admission par Météo-France, ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la date d'admission.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

### 18.3. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

### 18.4. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché public : 2531i0119
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : 18006 0030 02117.

Le code service de l'entité de Météo-France responsable : **13DIRCEA**.

- Le cas échéant, le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est transmis par Météo-France après la notification du marché public OU qui est mentionné sur le bon de commande transmis par Météo-France.

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France  
Direction financière  
CSP dépenses  
**depenses.cspfinances-dirs@meteo.fr**

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

## 19. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

## 20. Pièces et attestations à fournir

### 20.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

### 20.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

### 20.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

### 20.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

## **21. Pénalités**

### **21.1. Pénalités pour retard**

En cas de retard du titulaire par rapport aux délais prévus par le marché public, le régime des pénalités pour retard prévu à l'article 14.1 du CCAG/FCS s'applique.

### **21.2. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale**

Il est dérogé à l'article 16.1.5 du CCAG./FCS.

### **21.3. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale**

Il est dérogé à l'article 16.2.3 du CCAG./FCS.

### **21.4. Pénalité pour absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets**

Il est dérogé à l'article 20.4 du CCAG./FCS.

## **22. Résiliation**

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 7 du cahier des clauses administratives générales applicable.

Sans préjudices des stipulations du CCAG FCS applicable, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 20.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 45 du cahier des clauses administratives générales applicable.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au cahier des clauses administratives générales applicable.

## 23. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 8 du CCAG/FCS applicable, les deux parties entendent le soumettre au Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

## 24. Dérogations

Les stipulations de l'article 6 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement à l'article 13.2.4 du CCAG FCS applicable.

Les stipulations de l'article 8 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 11.3 du présent cahier des clauses particulières dérogent aux articles 3.7.4, 3.8.4, 12.1.3 et 12.1.4 du CCAG FCS applicable.

Les stipulations de l'article 15 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement à l'article 3.4.3 et au o) de l'article 41.1 du CCAG FCS applicable.

Les stipulations de l'article 17.1 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement à l'article 10.2.2 du CCAG applicable.

## 25. ANNEXE 1

**Prestations de dépose, fourniture et pose de portes coupe-feu et pare-flammes avec pré-câblage d'asservissement sur le site du CMIR Lyon-Bron de Météo-France (marquage obligatoire CE et étiquette de certification NF ou/et norme européenne EN 1634-1).**

Ces prestations comprennent à minima les éléments suivants :

- dépose des anciennes portes et évacuation pour recyclage
- fabrication et livraison des nouvelles portes
- pose en remplacement de blocs portes coupe feu 1 heure (EI60) et éventuellement 30 mn (EI30) selon bon de commande comprenant :
  - huisserie bois dur, cadre en bois massif, joint spécial sur les bords de dilatation
  - Charnière résistante au feu
  - passe câble
  - kit serrure avec gâche,
  - ensemble béquille double
  - crémone
  - ferme porte, paumelles